Soulèvement populaire au pays de Chávez

Julien Rebotier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13846>

DOI : 10.4000/echogeo.13846

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Julien Rebotier, « Soulèvement populaire au pays de Chávez », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 11 juin 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13846> ; DOI : 10.4000/echogeo.13846

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Soulèvement populaire au pays de Chávez

Julien Rebotier

Introduction

- ¹ Dix ans après les *guarimbas*¹ de 2004, le Venezuela connaît des soulèvements violents qui font l'objet d'une lecture très contrastée à l'international. Rien d'étonnant dans ce pays atypique, aux leaders irrévérencieux à l'égard des convenances diplomatiques, et bouillonnant de politique depuis que le président Chávez (décédé le 5 mars 2013) s'est progressivement engagé sur le chemin d'un socialisme dit bolivarien, ou du 21^e siècle. Successeur de Chávez, Nicolas Maduro est issu de la branche syndicale et des mouvements sociaux affiliés au parti de la majorité. Il assume aujourd'hui la présidence. Avec une avance de plus de 220 000 voix sur près de 19 millions d'électeurs inscrits, Nicolas Maduro remporte le 14 avril 2013 une élection présidentielle que l'opposition, emmenée par Henrique Capriles Radonski et distancée de 1,5 point, continue de ne pas reconnaître. Après les 9 morts par lesquels s'est soldée la crise politique d'avril 2013, les soulèvements qui interviennent depuis février 2014 sont à ajouter à la longue liste des affrontements qui secouent régulièrement le pays.
- ² Par leur violence, leur durée et leur résonance internationale, ces événements doivent également s'inscrire dans l'histoire des ruptures récurrentes des ordres constitutionnels en Amérique latine. À partir de la fin des années 1990, nombre de pays de la région défendent leur autonomie nationale et affirment des intérêts propres, tranchant ainsi avec les deux décennies antérieures marquées par l'influence des politiques néo-libérales. En réaction à ce regain de souveraineté, les épisodes de déstabilisation institutionnelle sont encore nombreux. On peut illustrer cette fragilité par le coup d'État au Venezuela qui a écarté le président Chávez du pouvoir près de 48 heures (2002) ; celui du Honduras (2009) et la « destitution » de Fernando Lugo au Paraguay (2012) ; les périodes troubles de l'Argentine, qui connût 5 présidents en 10 jours (2001) ; de l'Équateur entre le milieu des années 1990 et le départ du pouvoir de Lucio Gutierrez (2003) ; ou encore le sort réservé

au maire progressiste de Bogotá, Gustavo Petro, écarté selon des procédés obscurs par le pouvoir national en mars 2014.

- 3 L'enjeu de ce texte consiste à comprendre l'actualité vénézuélienne et en développer une analyse qui s'appuie sur les séquences politiques des dernières années, sur les données de la situation, et sur une histoire nationale et sociale dont bien des éléments de tension achoppent aujourd'hui sous la forme de violences ponctuelles intenses.
- 4 Il est évident que les manifestations étendues à des points stratégiques du territoire national et dont le bilan s'élève à près de 40 morts début mai 2014 ne sont pas le seul fait d'un mécontentement des étudiants qui aurait fait tache d'huile pour cristalliser le ras-le-bol de tous les Vénézuéliens quant à l'insécurité et à l'inflation dans un pays en crise. Ainsi, on se donne pour objectif d'explorer une série de mécanismes divers, structurels tout autant que conjoncturels, qui permettent d'éclairer les révoltes récentes au Venezuela dans le contexte régional latino-américain. C'est donc à un essai de compréhension sociohistorique teinté d'un regard géographique qu'invite ce texte.
- 5 Pour procéder à l'exercice difficile du regard froid sur un pays chaud, la première partie sera consacrée aux éléments structurels qui rendent singulière la trajectoire sociopolitique du Venezuela dans la région. Les formes, les moments et les évolutions de ces violences seront abordés ensuite. Une interprétation de ce qui se joue pour le pays au-delà des violences récentes terminera l'exercice.

1, 2, 3... Venezuela !

- 6 Certains déçus du Venezuela contemporain parmi les moins avertis n'ont de cesse de rappeler l'époque rêvée de la IV^e République (1958-1999) ou encore l'action du président Bétancourt (1959-1964), icône d'un pays apaisé, uni et solidaire comme le laisse présager le modèle de son parti social-démocrate AD (*Acción Democrática*), signataire de la II^e Internationale socialiste². Une lecture sociohistorique oblige cependant à rompre avec l'idée simple de « l'exceptionnelle démocratie » (Ellner et Tinker Salas, 2007), selon laquelle avant Chávez, tout était mieux, en référence aux temps supposément apaisés de la IV^e République.

Une triple singularité politico historique

- 7 Le Venezuela est connu pour ses plages caribéennes, les concours de beauté et surtout son pétrole. Ce pays de près de 30 millions d'habitants pour moins de deux fois la superficie de la France compte en 2013 les plus grandes réserves avérées de pétrole sur la planète (un peu moins de 300 milliards de barils), devant l'Arabie Saoudite (265 milliards), grâce notamment à une bande de pétrole non conventionnel (la Ceinture de l'Orénoque) dans l'*Oriente* du pays (OPEC, 2013). Le pays exporte du pétrole depuis le milieu des années 1910, et c'est au milieu des années 1920 que son exportation prend le pas sur celle des produits agricoles. Depuis, le pétrole assure l'essentiel du budget de l'État et des entrées de devises. Le pays connaît les plus forts revenus par tête d'Amérique latine durant les 25 années qui précèdent le contre-choc pétrolier et la décennie 1980 (Thorp, 1998), connue sur le continent comme celle des ajustements structurels, de l'explosion de la pauvreté et de la dette : la décennie perdue. Ce pays, un temps parmi les plus riches du continent, n'échappe pas à la chute. À l'arrivée de Chávez au pouvoir, fin 1990, on compte

environ 45 % de la population sous le seuil de pauvreté, pour plus de 23 millions d'habitants³. Mais tous n'ont pas connu la misère du seul fait de la crise de la dette. Au milieu des années 1970, sous la présidence de Carlos Andrés Pérez, et alors que le pays, riche, engrange plus de devises en 5 ans que depuis le début de l'exportation du pétrole, près de la moitié des habitants de Caracas occupe les *barrios de ranchos* (illustrations 1 et 2), habitat sommaire, souvent d'invasion, qui couvre les collines de la ville (De Lisio, 2001).

Illustration 1 - Le *barrio* Mario Briceño Iragorri, dans l'ouest de Caracas

Auteur : J. Rebotier, 2005.

Illustration 2 - Vue vers l'est de Caracas depuis le *barrio* Mario Briceño Iragorri

Les deux tours du complexe *Parque Central* se dessinent entre les collines.

Auteur : J. Rebotier, 2005.

- 8 Le « Venezuela Saoudite » des années 1970 n'était pas doré pour tous. Et malgré les apparences, l'idée d'une vie politique sereine s'avère tout aussi douteuse.
- 9 Le pays connaît une des plus longues périodes démocratiques sur le continent après la chute du dictateur Pérez Jiménez en 1958, alors que les régimes militaires se propagent en Amérique latine entre les décennies 1960 et 1980. Le Venezuela a été un havre pour nombre d'exilés et figure à ce titre comme une exception dans le paysage régional. Au sortir de la dictature *perezjimenista*, trois, puis deux partis pactisent pour garantir la stabilité politique du pays, avec l'assentiment de l'armée. AD et COPEI (démocratie chrétienne) se partageront 40 ans de pouvoir à la faveur du pacte de Punto Fijo. En 1962, le parti communiste et le MIR⁴ sont interdits par le président Bétancourt. Il fallait alors de la poigne pour maintenir la tranquillité d'une démocratie naissante. Le Venezuela apaisé s'est fait au prix de la confiscation du pouvoir par la force au profit d'un petit nombre de partis, poussant les autres à la clandestinité au moment où des rébellions militaires éclatent de Puerto Cabello à Carúpano (1962). Au soir de la IV^e République, dans les années 1990, l'inclusion politique n'est pas plus exemplaire. Les *barrios* ne figurent pas sur les cartes de la ville de Caracas. Un tiers de la surface bâtie et près de la moitié de la population de la capitale vénézuélienne n'est pas reconnue comme appartenant à la ville. Quelques années plus tard, les gouvernements chavistes doteront de documents d'identité des millions de personnes, adultes et enfants, parmi lesquels une grande majorité issue des secteurs populaires, alors dépourvus de toutes prérogatives citoyennes.
- 10 Le Venezuela présente enfin la particularité de figurer parmi les premiers pays de la région à virer à gauche (Contreras Osorio, 2007). Chávez est élu président de la République en 1998. D'autres présidents suivront (en Argentine, au Brésil, en Bolivie, en Équateur) comme autant de symboles d'un ordre nouveau dans la région. Outre Benito Juárez, qui occupe la présidence du Mexique à partir de 1861, Chávez est le premier personnage métis à parvenir aux fonctions présidentielles dans une région où cette composante de la population est pourtant très importante, voire majoritaire.

Les trois crises qui ont fait le Venezuela de Chávez

- 11 Les crises économique, sociale et politique ont mené Chávez au pouvoir (Compagnon *et al*, 2009). Le 18 février 1983, connu au Venezuela comme le vendredi noir, se produit l'inconcevable : la dévaluation brutale du bolivar, la monnaie nationale, et l'introduction d'un contrôle des changes. Fort de ses pétrodollars, « l'État magique » (Coronil, 1997), capable de tout, s'était endetté dans une mesure que la chute des prix du pétrole ne permettait plus d'assumer. La décennie 1980 est celle de la chute économique et sociale du Venezuela, tant au quotidien que dans les imaginaires. Les mesures de redressement de l'économie suivent les paradigmes du moment. Carlos Andrés Pérez est à nouveau élu président en 1988. Il applique les mesures d'ajustement structurel : privatisation, réduction des déficits, augmentation du prix de certains produits de consommation.
- 12 Alors que les Vénézuéliens en mesure de voyager à l'étranger voyaient fondre leur niveau de vie, le choix de Carlos Andrés Pérez d'augmenter le prix de l'essence augmente instantanément le coût que les milieux populaires devaient payer pour aller travailler ou se déplacer. C'est à partir d'une révolte spontanée dans une banlieue de Caracas du fait du tarif des transports que se déclenche l'épisode le plus noir de la démocratie vénézuélienne. À partir du 27 février 1989, *bajan los cerros* : les habitants des *barrios* qui couvrent les collines descendent dans Caracas pour protester. Ce point d'orgue de la faillite sociale du Venezuela se solde en quelques jours par un bilan officiel de 300 morts, environ 3 000 d'après les organisations humanitaires. Le président avait envoyé l'armée « contrôler » les débordements populaires. Ce que le pays garde en mémoire comme étant le *Caracazo*⁵ marquera durablement l'imaginaire social et politique national.
- 13 Dans cette atmosphère d'extrêmes tensions sociales, le sérail politique n'est pas à la hauteur du rendez-vous fixé par l'histoire. Trois ans après le *Caracazo*, en réaction à l'impéritie des élites et face aux dérives extrémistes possibles, une fraction de l'armée passe à l'action. Le 4 février 1992, la tentative de coup d'État emmenée par Chávez, alors lieutenant-colonel, échoue. Carlos Andrés Pérez reste au pouvoir, avant d'être destitué pour corruption l'année suivante. Une figure politique nationale membre d'un des partis du pacte de Punto Fijo, Rafael Caldera, est à nouveau président et gouverne durant la crise bancaire sans parvenir à unir, fédérer ni apaiser. Les Vénézuéliens se détournent des politiques discrédités, marqués par les scandales, la corruption et les affaires les plus sombres. Aux élections présidentielles de 1998, Chávez affronte Irene Sáez, une ancienne miss Venezuela maire du très riche municipe de Chacao. En 1997, dans le brouillard d'un pays groggy par l'errance politique, ni la candidature de Chávez, ni celle d'Henrique Salas Römer, arrivé second, n'étaient considérées comme sérieuses.

Troisième moment fort du Venezuela contemporain

- 14 Chávez a été confortablement élu en 1998 et largement plébiscité lors des élections générales de 2000 consécutives à l'adoption d'une nouvelle constitution. En revanche, il n'a pas toujours été le leader affiché du socialisme bolivarien ou du 21^e siècle (expression née en 2005). Partisan d'une troisième voie inspirée de Tony Blair à ses débuts, c'est à partir de l'adoption en 2001 d'une série de décrets-lois touchant à la terre, à la propriété et aux intérêts du capital que la conflictualité ouverte contre les initiatives chavistes va constamment marquer les arènes politique et sociale du pays. Un coup d'État a lieu le

11 avril 2002. Chávez ne retrouvera son fauteuil que deux jours plus tard. Entre-temps, le président du patronat appuyé par la principale fédération syndicale s'installait au sommet de la République, dissolvant tous les pouvoirs élus en 2000 lors des élections générales. La chasse aux responsables chavistes émaillait les ondes des chaînes privées qui avaient repris leur transmission après un silence opportun de quelques heures du fait d'événements jugés confus à Caracas. Rétabli au pouvoir par la pression populaire, Chávez poursuit la réactivation du cartel de l'OPEP pour soutenir les prix du pétrole⁶. La reprise de contrôle de l'entreprise nationale d'exploitation du pétrole, *Petróleos de Venezuela S.A.* (PDVSA), un État dans l'État en cours de privatisation et d'internationalisation, prolonge le premier grand moment de tension nationale. Une grève nationale visant à lutter contre cette reprise de contrôle par l'État est soutenue par le patronat, l'opposition politique et une puissante confédération syndicale du Venezuela. La grève plonge le pays dans plusieurs mois de chaos dès la fin 2002. La production de pétrole sera nulle durant plusieurs semaines. Les pertes cumulent 12 à 15 milliards de dollars. Le pouvoir chaviste résiste à l'épreuve, et s'emploie à approfondir le processus révolutionnaire, c'est le début des *misiones*⁷.

- 15 En février 2004, des *guarimbas* plongent la capitale dans une série de confrontations violentes entre des membres de l'opposition et les forces de l'ordre, auxquelles des leaders politiques en vue actuellement (Leopoldo López ou le candidat Capriles) participent activement. Cette séquence mène à la tenue d'un référendum révocatoire⁸ à l'été 2004 qui confirme le mandat du président Chávez à l'issue de plusieurs semaines de tensions. Après les élections législatives de 2005, boycottées par l'opposition, les élections présidentielles de 2006 sont remportées par Chávez avec près de 63 % des suffrages exprimés, marquant le début de deux années de calme relatif. L'échec (par moins de 2 points) de la réforme constitutionnelle voulue par le camp chaviste et soumise à référendum en 2007 n'entachera pas cette période apaisée⁹.
- 16 C'est aujourd'hui que se présente le troisième moment de confrontations violentes sous l'ère chaviste. Affaibli par un cancer, Chávez remporte avec 9 points d'avance l'élection présidentielle de 2012 qui l'oppose à Capriles. C'est le cinquième plébiscite national en 14 ans. Moins de 6 mois plus tard, son décès entraîne la convocation de nouvelles élections présidentielles, remportées en avril 2013 par son dauphin Maduro, avec moins de 2 points d'avance sur Capriles. L'opposition dénonce à nouveau des fraudes. Les manifestations qui s'ensuivent se soldent par 9 morts. Mais c'est bien à partir de février 2014 que la série violente prend une tournure particulièrement tragique. Dans un contexte de crise économique, d'inflation, d'une politique des changes hors de contrôle, et dans un climat d'insécurité généralisée, des manifestations étudiantes font s'aggraver la grogne d'autres secteurs de la population contre le gouvernement. La confrontation nationale entre le chavisme et l'opposition emmenée par ses leaders les plus belliqueux est à nouveau mise en scène. Après deux mois d'affrontement, on compte 39 morts. Ces soulèvements précipitent la menace de rupture de l'ordre constitutionnel et placent le gouvernement dans la position d'un pouvoir répressif illégitime.

Les manifestations de février 2014

- 17 À la suite d'une tentative de viol d'une étudiante sur un campus du Táchira (État vénézuélien frontalier avec la Colombie), des étudiants manifestent pour exiger plus de

sécurité. Ce mouvement gagne d'autres acteurs sociaux, à une autre échelle, et se diffuse dans d'autres villes du pays.

Une géographie de la colère

- 18 Le Venezuela connaît plusieurs mois de marasme économique accru qui se traduisent par une diminution des ressources monétaires utiles du gouvernement, une inflation soutenue, la pénurie de certains aliments et produits courants, etc. Le contrôle des changes établi pour stabiliser la monnaie et maîtriser les transferts de masses monétaires s'avère néfaste à long terme. À la veille des manifestations, le dollar américain s'échangeait dans la rue contre 8 fois plus de bolivares qu'au taux officiel. Le contrôle des changes permettait aux Vénézuéliens amenés à voyager de disposer de devises grâce à leur carte bancaire, à hauteur de 3 000 \$, ainsi que de 400 \$ en liquide. Ce système, largement détourné, s'est traduit par la multiplication de voyages à l'étranger, réels ou fictifs, permettant à chacun d'obtenir des devises acquises par leur déclaration. La revente des devises au marché noir multiplie par 8 la somme initiale en bolivares¹⁰. Le principal financeur des politiques sociales prioritaires, PDVSA, se trouve contraint de rémunérer des services nationaux ou de payer du matériel importé facturé au taux du bolivar de la rue, alors que ses ressources en devises ne peuvent être échangées qu'au taux officiel, divisant par huit leur valeur utile. Le schéma est assez semblable concernant les pénuries de produits courants ou d'aliments, dans un pays pétrolier qui les importe massivement depuis plus de 80 ans. Aux blocages monétaires, il faut ajouter des stratégies de spéculation sur les produits rationnés et de résistance aux prix bloqués par l'État, ainsi que des logiques de contrebande (transfert d'aliments subventionnés ou détournement de camions-citernes remplis de l'essence la moins chère au monde pour la revente en Colombie)¹¹.
- 19 Caracas est une des villes les plus dangereuses au monde (Rebotier, 2011a). Dans le domaine de l'insécurité, il n'y a pas de causes simples (impact du plan Colombie sur le redéploiement des routes de la drogue et des groupes paramilitaires, défaillances du système policier, action limitée de la justice). Pour l'opposition, l'insécurité est le fruit de l'incompétence voire de la complaisance d'un gouvernement voyou qui s'allie la complicité de groupes armés sur le terrain. Pour le gouvernement, sans ignorer le problème, réprimer l'insécurité par la force, c'est faire payer deux fois leur marginalité aux exclus, le pays ayant contracté une dette historique auprès des plus pauvres durant les décennies d'application des recettes libérales... confondant pauvres et délinquants. Quoi qu'il en soit, l'insécurité est un élément performatif du discours politique, qui entrave la mise en place de solutions de fond, chacun restant arc-bouté sur des formules délétères¹² (Rebotier, 2011b).
- 20 C'est dans ce double contexte que le feu est mis à la mèche du Táchira pour se propager dans le pays. Mais la distribution des affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre s'avère spatialement très concentrée au regard du territoire national et des 335 municipes que compte le Venezuela. Les secteurs affectés sont essentiellement urbains ; ils se situent sur l'arc de peuplement andin-littoral du pays (illustration 3). Les heurts qui perdurent concernent une dizaine de municipes.

Illustration 3- La population du Venezuela concentrée dans la région andine et sur la bande caribéenne

Source : Compagnon O., Rebotier J., Revet S., 2009. *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*. Paris, Éditions de l'Atelier, 238 p.

- 21 Il est difficile d'ignorer l'argument selon lequel la couverture catastrophiste de certains médias nationaux et étrangers est abusive, à la manière dont CNN avait couvert les émeutes de nos banlieues en 2005, présentant Paris en flamme. Les secteurs affectés sont marqués par une moindre popularité du camp chaviste. Les foyers d'affrontement les plus irréductibles ont invariablement pour théâtre des municipes dirigés par des maires d'opposition¹³. Ils opposent les forces de l'ordre nationales (essentiellement la garde nationale bolivarienne) à des groupes d'individus loin d'être constitués de seuls étudiants déterminés. Ils s'organisent autour de barricades interrompant la circulation routière. À Caracas, ce sont exclusivement quelques rues du très cosu municpe de Chacao (Plaza Altamira, Palos Grandes) qui sont perturbées, alors que dans l'ouest de la ville, populaire, le quotidien se déroule normalement. Outre le concours, à travers leur moindre intervention, des polices locales relevant d'élus d'opposition, certains maires et leaders politiques participent à l'escalade de la violence. Les événements qui perturbent l'ordre public depuis février et sur la base desquels des secteurs de l'opposition, relayés par certains médias, appuient leurs ambitions de faire tomber le gouvernement, relèvent d'une autre logique que la seule crise économique et la grogne sociale qui en résulterait.

Un affrontement pour le pouvoir

- 22 Au-delà des conditions objectives de mécontentement populaire, le Venezuela de Chávez a été marqué par un dispositif démocratique innovant et controversé. La vingtaine de consultations nationales organisées depuis 1998 a été accompagnée par de multiples

commissions d'observation¹⁴. La plupart n'ont pas relevé d'infractions plus significatives que dans d'autres démocraties mieux reconnues alors que certains groupes en dénoncent régulièrement les fraudes. Une seule consultation a été perdue par le chavisme (la réforme constitutionnelle en 2007). Le mouvement chaviste a monté un véritable appareil de guerre électoral à travers différentes plateformes constituées au fil du temps¹⁵. Face à une machine très efficace, l'opposition, avec d'autres moyens que ceux des institutions publiques, n'est pas parvenue à présenter une alternative qui remporte la conviction majoritaire des votants. Mais la démocratie n'est pas réduite aux élections. Outre les missions sociales et les nouvelles formes de redistribution de la rente pétrolière du pays (lutte contre l'analphabétisme, création d'un système de santé universel de proximité, démocratisation de l'enseignement universitaire, subvention de l'alimentation), le chavisme a aussi inclus des groupes importants dans le jeu politique national alors qu'ils en étaient marginalisés ou tenus à distance par des dispositifs clientélistes. Un bouleversement symbolique de l'ordre politique et social d'une société vénézuélienne marquée par des formes d'élitisme, de racisme et de clacisme (Marquez, 2002) et une démographie dynamique des secteurs populaires finissent d'assurer au chavisme une base électorale solide malgré son érosion depuis 2007.

- 23 La victoire du chavisme restera d'avoir fait des pauvres et des exclus des sujets actifs de la vie politique du pays. Cette nouveauté semble à ce point acquise que les candidats d'opposition ne comptent plus en finir avec des initiatives dites castrocommunistes, mais pensent bien prolonger certaines missions sociales (certes en les modifiant), et s'affichent invariablement comme de gauche. Capriles s'est par exemple présenté comme proche de Lula, ex-président brésilien. Mais c'est bien à Chávez puis à Maduro que Lula apporte son soutien. En outre, une révision attentive du programme électoral de la MUD¹⁶ aux élections de 2012 et 2013 révèle une conception particulière de la gauche : réduction du nombre de fonctionnaires, recul de l'intervention de l'État dans les affaires sociales et économiques, politique internationale basée sur l'intégration économique et commerciale plus que sur le projet géopolitique d'un monde multipolaire solidaire (Migus, 2012). Aucune mouvance politique n'a le monopole d'un objet aussi diffus que la gauche, mais il semble évident que les signataires de la II^e Internationale ne partagent pas le même contenu du concept que les Chavistes¹⁷.
- 24 Dans un monde où répétition vaut démonstration, où l'on proclame à l'envi ses liens avec Lula (Capriles), et où, pour les chavistes, on répète la nécessité d'approfondir un processus éternellement inachevé, la communication et les médias s'avèrent capitaux. Autour des événements violents, la diffusion virale d'images révoltantes et l'incitation aux soulèvements se multiplient, sur le modèle du printemps arabe ou des révoltes d'Europe de l'Est les plus récentes. L'utilisation de situations étrangères au Venezuela¹⁸ ne fait rien à l'affaire : une fois le message passé, le démenti (si jamais il intervient) n'est plus audible, et ne rétablit rien. La guerre médiatique est asymétrique. Au Venezuela comme ailleurs, la liberté de la presse ramenée à la ligne tracée par la rédaction ou le propriétaire du média se traduit par des distorsions de la réalité à la portée politique considérable. Derrière l'information, ce sont des rapports de force en recomposition qui sont au cœur des confrontations violentes que connaît le Venezuela depuis 2001.

Une guerre civile comme issue au régime ?

- 25 D'après le gouvernement, 40 % des personnes interpellées depuis le début des manifestations sont des étudiants, auxquels s'ajoutent des manifestants non étudiants, des délinquants de droit commun (dans le Táchira, certains pratiquaient un droit de péage au passage des barricades) ou recherchés par Interpol. Face à la violence, la réponse du pouvoir chaviste s'avère relativement mesurée au regard du bilan humain. Avec moins de 40 morts¹⁹ en 2 mois dans un pays où la seule capitale peut compter jusqu'à 70 homicides en un week-end, il est difficile de parler de répression sanglante. La *defensoría del pueblo*²⁰ rend régulièrement compte de la situation. Des membres des forces de l'ordre sont traduits en justice, les morts font l'objet d'enquêtes (plus d'une vingtaine de fonctionnaires de police sont sous le coup de la justice)²¹.
- 26 Il est souvent question de collectifs chavistes qui, sur leurs motos, humilient des manifestants, les agressent, parfois les tuent. Il est certain que des groupes armés sont capables de faire le coup de poing pour le pouvoir chaviste. Des groupes comme les *Tupamaros* ou ceux basés au quartier populaire *23 de enero* l'ont déjà montré dans le passé, durant le coup d'État ou face aux *guarimbas* de 2004. Mais il n'est pas pensable que les responsables politiques chavistes ne soient pas intervenus pour contenir le passage à l'acte de ces groupes, notamment après la décapitation d'un jeune motard par un câble tendu à hauteur de tête en travers d'une avenue de la capitale afin de rendre la barricade infranchissable. De façon symétrique, l'opposition n'est pas constituée que de jeunes étudiants progressistes ni de citoyens pacifistes engagés dans le devenir de leur pays²². Le Venezuela est un pays violent où, malgré l'ordre démocratique, les formes de la confrontation politique continuent de faire couler beaucoup de sang. Il ne faut perdre de vue ni la nature fracturée du pays dont le chavisme a hérité, ni sa tendance à entretenir ces divisions, mais il ne faut pas non plus négliger la manière dont il a aussi modifié des aspects structurels.
- 27 La mémoire courte conduit à des lectures simples et nostalgiques. En 1992, dans une période tout aussi trouble que l'actuelle, Carlos Andrés Pérez fait prendre d'assaut l'Université Centrale du Venezuela à Caracas, symbole de protestation, pour « mettre un terme à la chienlit »²³. 30 ans plus tôt, le 21 novembre 1960, c'est le président Bétancourt qui mate dans le sang les manifestations étudiantes, blessant 300 personnes et en tuant 19 dont la plupart au profil politique fortement marqué dans l'opposition (Izard, 1986, p. 227 ; Velásquez *et al*, 1980, p. 61-77).
- 28 Ainsi, il est périlleux de parler d'une dictature militaire et de Sections d'assaut (SA) au sujet du Venezuela contemporain²⁴. C'est d'autant plus hasardeux sur un continent qui a connu l'internationale criminelle de l'opération Condor²⁵ ou du plan Viola²⁶, des dizaines de milliers d'individus tués, torturés, disparus, contraints à l'exil. Au-delà des rapprochements superficiels avec les SA, c'est bien à un objectif partisan qu'il faut rattacher ces propos, comme un ressort outrancier de la caricature et de la désinformation.

États souverains et Monde nouveau

- 29 Une question majeure posée par les quelques foyers de grande violence tourne autour de leur maintien depuis février 2014 et de leurs relais parmi l'opposition politique et les

médias, qui posent pour objectif d'en finir avec les pouvoirs publics élus. Il convient de se pencher, à l'échelle latino-américaine, sur la place de l'État et sur ce qui se joue dans la recomposition des rapports entre États et sociétés.

Souveraineté et interventions

- 30 Le virage à gauche latino-américain que le Venezuela de Chávez inaugure en 1998 consiste en une réaffirmation du rôle des États dans la région. Du Brésil à l'Argentine, de la Bolivie à l'Équateur, les premières années du 21^e siècle ont été celles de la réaffirmation de la souveraineté nationale, d'un patriotisme anti-impérialiste, et pour l'essentiel d'une posture géopolitique favorable à un monde multipolaire de blocs régionaux.
- 31 Le réveil des États est marqué par la proposition d'intégrations régionales alternatives aux rapprochements économiques ou financiers. Face à la signature de pis-aller que constituent les TLC (Traités de libre commerce) entre les États-Unis et certains pays de la région, la diplomatie pétrolière de Chávez a servi le discours d'un continent uni sur d'autres principes que ceux du commerce ou de la démocratie de marché²⁷. Au moment de l'affirmation d'un sous-continent longtemps soumis à l'influence des États-Unis, ces initiatives souveraines en viennent même à détourner des instruments diplomatiques acquis à la domination nord-américaine dans l'hémisphère occidental. L'UNASUR s'est réunie pour apporter un soutien ferme au gouvernement élu du Venezuela, mais de façon plus surprenante, l'Organisation des États américains²⁸ a aussi appuyé l'ordre légal au Venezuela et lancé un appel au dialogue le 6 mars 2014. Le soutien a été voté à l'unanimité à l'exception des États-Unis, du Canada et du Panamá.
- 32 La bataille autour du gouvernement élu dépasse largement les frontières du Venezuela et de la région. La couverture médiatique globalise un enjeu qui s'inscrit dans les guerres et révolutions de couleur qui marquent le monde d'après la chute de l'Union soviétique (de l'Ex-Yougoslavie à l'Ukraine, des révolutions orange ou des roses au printemps arabe et au cas syrien). Ces situations toutes très différentes ont en commun la confrontation d'un pouvoir en place contesté par des mouvements politiques et sociaux intérieurs qui s'appuient sur des soutiens extérieurs²⁹. Les archives du coup d'État de 2002 contre Chávez montrent des implications étrangères tant dans le financement de groupes contestant activement la légalité du gouvernement élu³⁰ que dans la préparation et la formation de leurs cadres (Golinger, 2006).

La menace de l'anomie sociale et institutionnelle

- 33 Dans un pays politiquement bouillonnant, les domaines de transformation sociale et politique sont nombreux, essentiellement pour les plus pauvres des Vénézuéliens. Les missions et une politique d'assistance largement basée sur la redistribution de la rente pétrolière ont permis des progrès indéniables. La pauvreté a diminué de façon significative dans le pays, mais parfois moins que dans d'autres pays de la région qui connaissent également le rebond économique des années 2000³¹. La spécificité du Venezuela vient de la diminution relativement très forte des inégalités entre riches et pauvres³². En outre, en lien avec une diplomatie pétrolière qui défend un monde multipolaire et un pays souverain, si les États-Unis restent le premier partenaire commercial du Venezuela, ses clients et fournisseurs se sont diversifiés, diminuant la dépendance. Le Brésil et la Chine apparaissent notamment (secteur de la construction, ou

autour de la Ceinture de l'Orénoque). La part du PIB privé a augmenté depuis la fin des années 1990, contre toutes les idées reçues, et l'économie pétrolière continue de marquer durablement un État rentier qui repose sur un capitalisme d'État et des prises d'intérêt sauvages³³.

- 34 Au-delà d'un bilan complexe et en demi-teinte, le Venezuela de Chávez est bâti sur une société en crise et profondément ségrégée³⁴. Si la forme du politique et les choix opérés n'ont pas aidé à dépasser une société fragmentée, ils ne l'ont certainement pas créée. À la réduction des inégalités économiques s'ajoute la reconnaissance de nouveaux sujets politiques jusque-là marginalisés, autre élément fondamental de l'idée de justice. Ces bouleversements symboliques et matériels se traduisent dans l'espace social et politique du pays, dans les discours du chavisme comme désormais dans ceux de l'opposition. Si l'on est loin de la Révolution affichée, le bouleversement de l'ordre social, économique, politique et symbolique du pays est suffisamment significatif pour expliquer un tel degré de conflictualité. Pour vivre ensemble, il faut pouvoir partager un minimum de règles communes et reconnaître hétérogénéité et diversité. Le Venezuela contemporain en semble loin, et on l'y aide peu. Dans un contexte d'anomie menaçante, quel devenir envisager pour la société vénézuélienne ? Comment répondre à l'intolérance par l'apaisement ? Comment tolérer ceux qui rejettent les valeurs fondamentales de projets légitimes, et parfois même légalement constitués ? Avant qu'il ne reste au Venezuela que des victimes et des bourreaux, il faut affirmer un commun (pas nécessairement un consensus), collectivement reconnu et respecté, là où les stratégies et les manœuvres politiques de stigmatisation et de rejet ont pris le pas.

Conclusion

- 35 Quels que soient les griefs de l'opposition politique, dans les conditions que connaît le Venezuela actuel, encourager la violence pour remplir des objectifs politiques est une erreur. Séparer la légitimité de la légalité, c'est dans le cas vénézuélien opposer une action violente – que l'on peut croire fondée en moralité – à la légalité d'institutions politiques soutenues par la majorité. Ce sont là deux registres de fondement de l'action politique qui s'affrontent.
- 36 Au Venezuela se joue aujourd'hui une partition très connue. Les oppositions, les tensions politiques, les recours à la limite de la légalité voire les actions ouvertement hors-la-loi marquent la conflictualité (politique, sociale, économique). L'intensification ponctuelle de la violence, entretenue cette fois par des groupes radicaux, fait craindre à certains le spectre d'une guerre civile. S'il ne manque pas de groupes prêts au coup de force de part et d'autre, c'est faire peu cas du rejet massif de ces violences par l'écrasante majorité des Vénézuéliens, et par la disposition d'un très grand nombre à manifester et à procéder légalement pour affirmer leurs choix politiques et défendre l'avenir du pays. La crise économique, l'inflation, les pénuries sont là. Et le pays est aussi moins pauvre, moins inégal, plus éduqué, mieux soigné qu'il ne l'était il y a quelques années ; il est aussi profondément politisé. Derrière le rideau de violences tendu au Venezuela, le pays connaît une intégration sans précédent d'une majorité de citoyens à des pratiques politiques non violentes.
- 37 Après le pari sur le coup d'État, rapidement avorté (2002), ou encore les *guarimbas* (2004), après le boycott des élections législatives (2005), la constellation composite des partis

d'opposition au chavisme peine à s'aligner derrière une posture radicale. Il n'a échappé à personne que le candidat battu aux élections présidentielles de 2013 s'est montré bien plus précautionneux que ses alliés Leopoldo López ou María Corina Machado au regard des violences qui ont lieu depuis février 2014. Reste à savoir si, malgré son hétérogénéité, l'union de l'opposition parviendra à présenter une alternative crédible, suffisamment large et soutenue par une coalition de partis pour que les électeurs se projettent dans une autre vision de pays. Curieux pari que celui d'une partie de l'opposition qui suscite et entretient la violence alors que, malgré les victoires électorales récurrentes, l'usure du pouvoir chaviste commence à poindre et que, manifestement, le devenir politique du président Nicolas Maduro en fait un président de transition, vers un pouvoir chaviste éventuellement relancé et recomposé, ou vers une alternance. Après le charismatique Chávez, la tâche du président élu, même de transition, est particulièrement ardue.

BIBLIOGRAPHIE

- Compagnon O., Rebotier J., Revet S., 2009. *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*. Paris, Éditions de l'Atelier, 238 p.
- Contreras Osorio R., 2007. *La gauche au pouvoir en Amérique latine*. Paris, L'Harmattan, 232 p.
- Coronil F., 1997. *The magical state. Nature, money and modernity in Venezuela*. Chicago, Presse de l'U. Chicago, 466 p.
- De Lisio A., 2001. La evolución urbana de Caracas, indicadores e interpretaciones sobre el desarrollo de la interrelación ciudad-naturaleza. *Revista Venezolana de Geografía*, 42, 2, p. 203-226.
- Ellner S., Tinker Salas M., 2007. Hugo Chávez and the decline of an « exceptional democracy ». Lanham, Rowman & Littlefield, 236 p.
- Fraser N., 2009. *Scales of Justice: Reimagining Political Space in a Globalizing World*. New-York, Presses de l'U. Columbia, 224 p.
- Golinger E., 2006. *The Chávez code. Cracking US intervention in Venezuela*. Londres, Pluto Press, 224 p.
- Izard M., 1986. *Tierra firme: Historia de Venezuela y Colombia*. Madrid, Alianza América, 250 p.
- Joffres A., 2013. La diplomatie pétrolière du Venezuela bolivarien, entre idéologie révolutionnaire et pragmatisme. *Diplomatie*, 61, p. 38-42.
- Marquez P., 2002. *The street is my home : youth and violence in Caracas*. Stanford, Presses de l'U. Stanford, 292 p.
- Migus R., 2012. *El programa de la MUD*. Caracas, Barrio Alerta, 129 p.
- OPEC, 2013. *Annual Statistical Bulletin*. Vienne, OPEC, 108 p.
- Rebotier J., 2011a. A fábrica da insegurança em Caracas. Entre uma legenda urbana e uma necessidade de gestão. *Tempo Social*, 22, 2, p. 143-163.

Rebotier J., 2011b. Politicizing fear of crime and insecurity in Caracas. The manufacturing of a fearful urban meta-narrative. *Emotion, Space and Society*, 4, 2, p. 104-112

Sapir J., 2014, La situation économique au Venezuela (18 février). *Blog RussEurope*. <http://russeurope.hypotheses.org/2001>

Thorp R., 1998. *Progress, poverty and exclusion. An economical history of Latin-America in the 20th century*. Washington, BID, 370 p.

Velasquez Ramón J., Sucre Figarella J., Bruni Celli B., 1980. *Betancourt en la historia de Venezuela del siglo XX*. Caracas, Avila Arte, 381 p.

NOTES

1. Pour certains, la *guarimba* désigne un mode de protestation politique qui consiste à dresser des barricades dans la rue. En cas de danger pour les manifestants ou de confrontation avec les forces de l'ordre, chacun peut se réfugier chez soi (*guarimba* – territoire refuge) en attendant de pouvoir à nouveau manifester son mécontentement. D'autres la considèrent comme une stratégie insurrectionnelle qui vise la chute des institutions publiques grâce à une paralysie du pays. La stratégie repose sur l'organisation de points chauds répartis dans la ville, autour desquels des confrontations violentes avec les forces de l'ordre feraient monter la tension.
2. Les partis vénézuéliens signataires de la II^e Internationale socialiste (IS) figurent aujourd'hui dans l'opposition au chavisme. On peut noter qu'à l'étranger, d'autres signataires de l'IS (comme le Parti socialiste français) se retrouvent également dans une condamnation de l'expérience chaviste au Venezuela.
3. Chiffres de l'agence des Nations Unies CEPALC, tirés de CEPALSTAT : http://interwp.cepal.org/cepalstat/WEB_CEPALSTAT/Portada.asp?idioma=e
4. *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* : frange jeune du parti AD qui rompt avec la hiérarchie et qui vise l'accomplissement du socialisme par la révolution nationale.
5. Littéralement le « coup de Caracas ».
6. Le baril est à 7-8 \$ en 1999. Il culmine à plus de 150 \$ en juillet 2008 et se situe aujourd'hui entre 90 \$ et 100 \$.
7. Les « missions » de la révolution bolivarienne sont des politiques sectorielles mises en place hors des cadres institutionnels, destinées à résoudre des problèmes prioritaires. Elles touchent la santé, l'alimentation, l'éducation, etc. Leur durabilité et leur efficacité sont inégales, mais elles incarnent la politique sociale et populaire du Venezuela, la distribution de la rente pétrolière en faveur des plus défavorisés.
8. La constitution de 1999 prévoit la possibilité d'un référendum révocatoire permettant de confirmer ou d'interrompre le mandat des élus de la République, sous couvert de certaines conditions réunies à l'époque par l'opposition.
9. La réforme portait sur différents aspects politiques, économiques et territoriaux du pays, parmi lesquels la création de nouvelles entités politico territoriales, la reconnaissance de la propriété sociale, la fin de l'autonomie de la banque centrale du Venezuela, la création d'un cinquième corps des forces armées (la milice), l'institutionnalisation des missions (programmes et politiques sociales), le renforcement et le financement des conseils communaux (organes de base de la démocratie locale), etc.
10. Début 2014, 3 000 \$ représentent environ 6 mois de salaire minimum. Après la revente, ils correspondent à 4 années de salaire minimum.
11. On pourra trouver par ailleurs les réflexions d'économistes sur les éléments qui sous-tendent cette situation (Sapir, 2014).

12. Des initiatives existent, dont certaines remportent un assentiment presque unanime dans ce paysage politique très fragmenté (comme la CONAREPOL – commission nationale pour la réforme de la police), sans véritablement parvenir à changer les choses.
13. Depuis 1990, les municipales sont autonomes et responsables en termes de sécurité et de maintien de l'ordre. Entre les différents échelons, il existe plus de 150 polices au Venezuela, ce qui ajoute à la confusion et à la dangerosité de la confrontation politique, les polices faisant l'objet de politisation, comme durant le coup d'État en 2002, à Caracas
14. Parmi elles, celles du Centre Carter : <http://www.cartercenter.org/index.html>
15. Le parti MVR – *Movimiento Quinta República*, le PSUV en 2008 – *Partido Socialista Unido de Venezuela* et plus récemment le *Gran Polo Patriótico* constituent ces plateformes qui œuvrent à la mobilisation de l'électorat chaviste.
16. *Mesa de la Unidad Democrática*, coalition d'opposition soutenant le candidat Capriles.
17. Le Parti socialiste français ne se reconnaît pas dans la posture de gauche revendiquée par le Venezuela chaviste. Il en va de même de ces autres partis signataires de l'Internationale socialiste (IS) : UNT (*Un Nuevo Tiempo*), parti de Manuel Rosales opposant à Hugo Chávez aux élections présidentielles de 2006 ; MAS (*Movimiento Al Socialismo*), aujourd'hui dans l'opposition ; VP (*Voluntad Popular*) auquel appartient Leopoldo López, inculpé d'incitation à la violence pour sa participation aux manifestations de février 2014 qui visaient le renversement du gouvernement Maduro. Les pouvoirs publics vénézuéliens considèrent qu'on ne doit pas pouvoir inciter impunément à la violence et à la rupture de l'ordre constitutionnel. Ces trois partis vénézuéliens se trouvent aux côtés de nombreux autres dans l'alliance de la MUD (*Mesa de Unidad Democrática*) qui a investi le candidat Capriles lors des deux dernières élections présidentielles (2012 et 2013). On ne compte aucun parti signataire de l'IS parmi l'alliance du *Gran Polo Patriótico*, récente plateforme des partis soutenant les candidats chavistes.
18. Des clichés de Syrie, d'Égypte ou du Chili sont présentés comme étant pris au Venezuela : <http://www.publico.es/internacional/503605/la-oposicion-venezolana-falsifica-fotos-de-otros-paises-para-simular-represion-chavista>
19. Les morts figurent parmi les rangs de l'opposition, du chavisme, des forces de l'ordre, ainsi que de citoyens non identifiés politiquement.
20. Institution publique dont la mission consiste à garantir aux citoyens le respect des droits établis par la Constitution. Dans le contexte de suspicion politique permanente, les propos tenus par les institutions publiques sont facilement disqualifiés au motif de leur partialité. Notons simplement que le 13 mars 2014, lors du XXVe Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, la *Defensoría del pueblo* du Venezuela a reçu un nouveau certificat de confiance maximum pour l'accomplissement de sa mission.
21. D'après le ministère public, au 27 mars 2014 les manifestations violentes ont causé la mort de 37 personnes (dont 29 civils et 8 fonctionnaires ou membres des forces de l'ordre), plus de 550 blessés, plus de 2150 personnes ont été arrêtées par la police et 168 demeurent détenues : http://www.mp.gob.ve/c/document_library/get_file?p_l_id=10253&folderId=37303&name=DLFE-7705.pdf
22. Dans le bilan officiel des manifestations, 5 personnes ont été abattues alors qu'elles s'employaient à dégager les rues encombrées de barricades. En outre, les 4 morts qu'ont entraînés les heurts dans la ville de Mérida sont toutes à déplorer dans le camp chaviste.
23. Journal *El Nacional*, 3 février 1992 « *Hay que allanar la UCV para acabar con la guachafita* ».
24. Comme l'avance la politiste Renée Frégosi sur le plateau de France 24 : <https://www.youtube.com/watch?v=xSSyAvja6pQ>
25. Accord de collaboration passé entre certaines dictatures militaires latino-américaines durant les années 1970 et 1980 (et même certains corps armés de pays alors en démocratie, comme l'Équateur) ayant pour objectif d'assurer par tous les moyens la sécurité nationale.

26. Du nom d'un des généraux à la tête de la dictature argentine au tournant des années 1970 et 1980, ce plan de 1979 vise à contenir la subversion politique et en particulier le communisme par tous les moyens au travers de la collaboration des corps armés du continent et la formation doctrinaire des soldats.

27. L'échec de l'ALCA – FTAA (Association de libre commerce des Amériques) portée par Georges Bush, à Mar del Plata en 2005, a été suivie par la promotion d'alternatives, comme les accords passés entre le Venezuela et des États de la Caraïbe autour du pétrole (Joffres, 2013), l'ALBA – TCP (Alternative bolivarienne des Amériques, 2004) ou encore l'UNASUR (Union des nations sud-américaines, 2008), une organisation politique et de défense dans laquelle le Brésil a joué un rôle déterminant.

28. L'OEA est une organisation internationale de l'hémisphère américain créée en 1948.

29. Pour le cas vénézuélien, on peut penser à la NED (*National Endowment for Democracy*), qui d'après son rapport annuel 2013 consacre plus de 1,75 million US\$ au Venezuela (<http://www.ned.org/where-we-work/latin-america-and-caribbean/venezuela>), dont près de 300 000 US\$ pour promouvoir l'usage des NTIC en politique ; ou encore l'IRI (*International Republican Institute* - <http://www.iri.org/countries-and-programs/latin-america-and-caribbean/venezuela>).

30. SÚMATE (*rejoins-nous*) est une ONG fondée en 2002 qui consacre son action à la surveillance des élections au Venezuela. L'association a reçu de la NED plus de 100 000 US\$ entre 2003 et 2006 (environ 200 millions de bolivares). Entre 2002 et 2006, l'apport financier provenant d'organisations étrangères (on compte aussi la fondation Konrad Adenauer) a représenté environ 6 % de l'ensemble des fonds s'élevant à plus de 4 milliards de bolivares. La seule année du référendum révocatoire, l'association a reçu plus de 1,5 milliard de bolivares de financement. Plus de la moitié de la valeur des dons collectés de 2002 à 2006 auprès du « public en général » était constituée de dons unitaires dépassant 4,5 millions de bolivares (information tirée de la page de l'association : <http://www.sumate.org/>). Entre 2005 et 2006, le salaire minimum passe de 0,4 à 0,52 million de bolivares. Emmenée par María Corina Machado, SÚMATE est à la tête de l'initiative du référendum révocatoire à l'encontre de Chávez. L'ONG dénonce des fraudes massives, mais la « coordination démocratique » se défait alors que l'OEA et le centre Carter reconnaissent les résultats. L'opposition perd le référendum avec près de 20 points d'écart. Depuis Miami, la tendance anticastriste entraîne l'agenda politique sur le Venezuela, et navigue entre pressions sur le Congrès (dont certains membres coordonnent des fonds considérables – de la NED ou de l'IRI) et soutien logistique à l'opposition vénézuélienne la plus agressive, comme l'illustre cet article du Tampa Tribune <http://tbo.com/news/politics/us-advised-to-let-brazil-push-for-peace-in-venezuela-20140306/>

31. Voir note 3.

32. L'indice de Gini mesure la concentration des revenus dans une société. Il varie entre 0 (distribution égalitaire) et 1 (inégalité absolue). D'après la CEPAL, l'indice vénézuélien passe de 0,498 en 1999 à 0,405 en 2012, après un passage sous 0,4. En 2011, l'indice s'élevait à 0,559 pour le Brésil ou 0,516 pour le Chili.

33. D'après la Banque centrale du Venezuela, annuaire statistique 2007-2012 (p. 105) : <http://www.bcv.org.ve/Upload/Publicaciones/anuasextorexterno77-12.pdf?id=458>

34. Malgré le redressement de l'indice de Gini, l'inégalité est aussi le fait de statut, de reconnaissance, de lieu de résidence, de mépris... parmi bien des ressorts du stigmatisme et de la discrimination (Marquez, 2002 ; Fraser, 2009 ; Rebotier, 2011b)

RÉSUMÉS

Les violences que connaît le Venezuela depuis février 2014 s'inscrivent dans un contexte historique, sociopolitique et économique qui les relie aux défis contemporains que rencontre l'Amérique latine. Une analyse contextuelle et prospective de cette violence, appuyée sur un regard sociohistorique et géographique, permet de comprendre des événements plutôt que de juger un gouvernement. Elle permet également de placer les manifestations vénézuéliennes à la croisée de deux tendances clés dans la région : la montée en puissance d'exigences sociales diverses (accès aux services, démocratie, consommation) et des États qui s'avèrent toujours fragiles, malgré la réaffirmation récente de leur légitimité à la suite du virage à gauche des années 2000. Face aux menaces répétées de rupture des ordres constitutionnels et légaux, la (re)politisation récente des sociétés de la région pourrait transformer le visage de la culture politique, imposer un ordre démocratique, et consolider un retour encore fragile aux souverainetés nationales.

From February 2014 on, isolated and violent riots are striking Venezuela. Its historical, socio-political and economical contexts allow making connexions with current Latin-American challenges. Stemming from a socio-historical and geographical perspective, a contextual and prospective analysis of such violence brings a better understanding of the events instead of merely judging a government. The analysis also brings Venezuelan riots into a continental crossroads: between the emerging of strong social queries (services, democracy, consumption) and the weakness of States that are only recently getting stronger from the regional left turn of the 2000. In front of the reiterated threat of breaking both legal and constitutional orders, the budding (re)politicization of Latin-American societies might improve a culture of politics, strengthen a democratic order, and consolidate still weak national sovereignties in the region.

INDEX

Mots-clés : violence, démocratie, politisation, Venezuela, Amérique latine

Keywords : riot, democracy, politicization, Venezuela, Latin America

AUTEUR

JULIEN REBOTIER

Julien Rebotier, julien.rebotier@cnrs.fr, est géographe, chargé de recherche au CNRS, laboratoire SET UMR 5603, et mis à disposition actuellement auprès de l'IRD. Il a publié récemment :

- Rebotier J., Rivière d'Arc H., 2014. Comprendre et donner du sens à la gouvernance. Le logement en Amérique latine. In Azaïs Ch., Pépin Lehalleur M., *Modes de gouvernance dans quatre métropoles latino-américaines (Buenos Aires, Caracas, México et São Paulo). Entre logiques institutionnelles et acteurs.* Bruxelles, Peter Lang, p. 39-60.
- Rebotier J., Lopez Pelaez J., Pigeon P., 2013. Las paradojas de la resiliencia: miradas cruzadas

entre Colombia y Francia. *Territorios*, 28, p. 127-145.

- Rebotier J., 2012. Vulnerability conditions and risk representations in Latin-America: Framing the territorializing urban risk. *Global Environmental Change*, 22, 2, p. 391-398.